

**DEPARTEMENT DES PYRENEES-ORIENTALES**  
**VILLE DE CERET**

**ARRÊTÉ N° 24 / 2026**

**AUTORISANT L'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC**

**Boulevard Maréchal Joffre**

**Le Samedi 14 Février 2026**

**Syndicat des Trufficulteurs Catalans**

Le Maire de la Ville de Céret,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2211.1, L 2212.2, relatifs aux pouvoirs de Police du Maire,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610.5, indiquant que la violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés de police sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de 1<sup>ère</sup> classe,

VU le Code de la Route

VU la loi 82.213 du 02 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU la Circulaire de Monsieur le préfet des Pyrénées-Orientales, en date du 01/07/2025, adaptant la posture Vigipirate à la période « été automne 2025 » et jusqu'à nouvel ordre. L'ensemble du territoire national est maintenu au niveau « urgence attentat », pour faire face à une menace terroriste qui reste durablement élevée.

VU la demande effectuée par le Syndicat des Trufficulteurs Catalans pour l'installation d'un stand au 6 boulevard Maréchal Joffre, devant la Mairie à Céret, le samedi 14 février 2026 de 09h00 à 12h30.

**ARRETE**

**ARTICLE 1** - Le Syndicat des Trufficulteurs Catalans est autorisé à occuper le domaine public pour l'installation d'un stand, 6 boulevard Maréchal Joffre devant la Mairie à Céret, le **samedi 14 février 2026 de 09h00 à 12h30**.

**ARTICLE 2** - La diffusion de son devra respecter les prescriptions du décret N°2017-1244 du 7 août 2017 relatif à la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés.

**ARTICLE 3** - Le demandeur veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**ARTICLE 4** - Monsieur le Maire de Céret, Monsieur le Responsable de la Police Municipale et Madame la Commandante de la Brigade de Gendarmerie de Céret sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Fait à Céret, le sept janvier deux mille vingt-six.

Pour le Maire et par délégation  
Denis DUNYACH

Adjoint à la sécurité



**DEPARTEMENT DES PYRENEES-ORIENTALES**  
**VILLE DE CERET**

**ARRÊTÉ N° 24 / 2026**

**AUTORISANT L'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC**

**Boulevard Maréchal Joffre**

**Le Samedi 14 Février 2026**

**Syndicat des Trufficulteurs Catalans**

Le Maire de la Ville de Céret,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2211.1, L 2212.2, relatifs aux pouvoirs de Police du Maire,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610.5, indiquant que la violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés de police sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de 1<sup>ère</sup> classe,

VU le Code de la Route

VU la loi 82.213 du 02 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU la Circulaire de Monsieur le préfet des Pyrénées-Orientales, en date du 01/07/2025, adaptant la posture Vigipirate à la période « été automne 2025 » et jusqu'à nouvel ordre. L'ensemble du territoire national est maintenu au niveau « urgence attentat », pour faire face à une menace terroriste qui reste durablement élevée.

VU la demande effectuée par le Syndicat des Trufficulteurs Catalans pour l'installation d'un stand au 6 boulevard Maréchal Joffre, devant la Mairie à Céret, le samedi 14 février 2026 de 09h00 à 12h30.

**ARRETE**

**ARTICLE 1** - Le Syndicat des Trufficulteurs Catalans est autorisé à occuper le domaine public pour l'installation d'un stand, 6 boulevard Maréchal Joffre devant la Mairie à Céret, le **samedi 14 février 2026 de 09h00 à 12h30**.

**ARTICLE 2** - La diffusion de son devra respecter les prescriptions du décret N°2017-1244 du 7 août 2017 relatif à la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés.

**ARTICLE 3** - Le demandeur veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**ARTICLE 4** - Monsieur le Maire de Céret, Monsieur le Responsable de la Police Municipale et Madame la Commandante de la Brigade de Gendarmerie de Céret sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Fait à Céret, le sept janvier deux mille vingt-six.

Pour le Maire et par délégation  
Denis DUNYACH

Adjoint à la sécurité

